

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UVE/UIOM CDA de La Rochelle

Communauté d'agglomération LA ROCHELLE
service gestion et prévention des déchets
16 rue Anita Conti
17180 Périgny

Références : 0007203654/2025/1
Code AIOT : 0007203654

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement UVE/UIOM CDA de La Rochelle implanté rue Chef de Baie 17000 La Rochelle. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UVE/UIOM CDA de La Rochelle
- rue Chef de Baie 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007203654
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de valorisation énergétique de déchets non dangereux de la communauté d'agglomération de La Rochelle a été autorisée en 1987. Elle est équipée de deux fours d'incinération de déchets non dangereux. La chaleur dégagée par la combustion des déchets est valorisée dans l'usine SOLVAY située en face de l'installation et dans un réseau urbain de chaleur.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 24 juin 1987 et est réglementée par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 24 juillet 2015, 5 août 2021 et 2 janvier 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention contamination des sols et des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Meilleure technique disponible (MTD) relative à la réduction des émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Suite de l'incident du 14 mai 2025	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, articles 2.5.1 et 2.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 7.5.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/08/2021, article 3.11	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, articles 7.3.3 et 7.3.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 1.6.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suite de l'incident du 8 mai 2025	Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 2.5.1 et 2.5.2	/	Sans objet
9	Plan de gestion du bruit	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas constaté de non-conformités nécessitant une suite administrative immédiate. L'exploitant est invité à répondre aux demandes de l'inspection dans les délais demandés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention contamination des sols et des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 26/06/2024type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>En fonction des risques de contamination du sol ou de l'eau que présentent les déchets, la surface des zones de réception, de manutention et de stockage des déchets est rendue imperméable aux liquides concernés et dotée d'une infrastructure de drainage adéquate.</p> <p>Pour les unités nouvelles, ainsi que pour les unités existantes lorsque le site est équipé de piézomètres amont-aval, le site dispose d'un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines établi à fréquence biennale. Dans le cas contraire, un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse est mis en œuvre pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchet, à une périodicité quinquennale.</p>
Précédentes demandes à l'exploitant du 26/06/2024 : <p>=> L'exploitant s'assure de l'imperméabilité de la fosse au regard du risque de contamination des eaux souterraines.</p> <p>Constats :</p>

L'exploitant informe l'inspection du démarrage d'une étude piézométrique en février 2025. Elle durera 1 an.

À cette occasion, trois piézomètres ont été installés, un en amont et deux en aval.

Les zones de stockage concernées par l'obligation de suivi des eaux souterraines sont la fosse de réception des ordures ménagères, la zone de stockage des mâchefers et la zone de stockage des balles.

Les piézomètres aval ne permettront pas de suivre une éventuelle pollution due au stockage de balles, compte tenu de leur position en amont de ce stockage.

L'exploitant va donc ajouter un piézomètre complémentaire plus au sud pour surveiller les eaux souterraines à l'aval de cette zone.

Une synthèse intermédiaire de l'étude a été réalisée au bout de quatre mois de suivi. Elle confirme l'existence d'un marnage de la nappe du fait de l'influence maritime.

Pendant la phase d'étude, seul le niveau piézométrique est relevé dans les trois ouvrages.

Le bureau d'étude préconise d'ores et déjà, à ce stade de l'étude, un suivi en continu des paramètres DCO et COT afin de pouvoir visualiser les éventuels pics de pollution en évitant le lessivage dû aux entrées maritimes.

Les paramètres de suivi ainsi que leur fréquence de relevé seront à définir à la fin de l'étude et seront proposés pour validation à l'inspection.

Le suivi devrait être mis en place d'ici mi-2026.

Un suivi de l'état de la fosse par drone a été commandé mais n'a pas encore été réalisé. Ce suivi permettra de compléter le suivi sur la qualité des eaux souterraines.

Le drone sera piloté par l'entreprise Flying Report et le bureau d'étude Ginger réalisera l'interprétation des images.

L'intervention est prévue en février, période creuse pour l'installation.

L'inspection demande à l'exploitant si un suivi de l'étanchéité des plateformes mâchefers et balles est réalisé. Aucun suivi de ce type n'est mis en place sur l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant prévoit l'installation d'un piézomètre complémentaire au sud de l'installation avant la fin de l'étude piézométrique afin de recueillir des données sur la zone intégrant la plateforme de stockage des balles. Ce nouveau piézomètre doit faire l'objet d'une demande de déclaration initiale au titre de la rubrique 1.1.1.0 (IOTA – loi sur l'eau).

=> L'exploitant propose à l'inspection, pour validation, à l'issue de l'étude piézométrique, la fréquence ainsi que les paramètres de suivi sur les eaux souterraines dans un délai de 3 mois maximum.

=> L'exploitant établit et transmet à l'inspection un protocole de suivi de l'étanchéité des plateformes de réception et stockage de déchets (mâchefers, balles) dans un délai de 3 mois maximum.

=> L'exploitant transmet à l'inspection le rapport d'intervention du drone pour la surveillance de la fosse de réception des déchets dès réception de celui-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Meilleure technique disponible (MTD) relative à la réduction des émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 5

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

Prescription contrôlée :

Voir les meilleures techniques disponibles détaillées dans l'AMPG WI (incinération de déchets) ou combinaisons de techniques mises en œuvre.

Précédentes demandes à l'exploitant du 26/06/2024 :

=> L'exploitant poursuit ses investigations et actions préventives pour éviter tout nouveau dépassement des valeurs limites en NO_x.

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection le tableau informatisé du suivi quotidien de l'ensemble des consommations des installations (eau, réactifs, électricité, etc.). Ce suivi permet à l'exploitant de mettre en évidence des anomalies éventuelles dans ces consommations.

Il indique que le problème d'encrassement des catalyseurs, responsable du dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) en NO_x, est toujours présent.

Pour résoudre ce problème, l'exploitant a mis en place un nettoyage par explosion (le souffle de l'explosion favorise le décollement des poussières sur le catalyseur).

La réflexion sur le système de captage des poussières par cyclone et le système de ramonage par herse a été abandonné du fait du retour d'expérience sur l'inefficacité de ces solutions.

L'exploitant indique qu'un groupe national de travail a été mis en place, au sein du groupe VEOLIA, afin de réfléchir sur les meilleures techniques à mettre en œuvre pour diminuer voire supprimer les problèmes d'encrassement du catalyseur.

Aujourd'hui l'exploitant indique qu'il respecte les VLE en NO_x au prix d'investissements colossaux (changement des catalyseurs tous les ans), l'objectif est de trouver une solution économiquement plus acceptable.

Les 12 et 14 novembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection par courriel d'un problème de dépassement des VLE de NH₃ pendant plusieurs jours.

L'exploitant indique qu'il y a eu un encrassement dans le four qui a ensuite engendré un encrassement des catalyseurs. Ceux-ci n'étant plus en mesure de capter l'ensemble de l'ammoniac, sa concentration à l'émission a dépassé les seuils autorisés.

Les catalyseurs ont donc été remplacés après arrêt de la ligne 1 pour résoudre le problème. La ligne a pu redémarrer le 19 novembre.

L'exploitant indique à l'inspection la mise en place mi-novembre 2025 d'analyseurs multigaz en sortie de chaudière (mesure HCl, NH₃) sur chaque ligne.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> L'exploitant poursuit ses investigations et actions préventives pour éviter tout nouveau dépassement des valeurs limites en NO_x. Il informe l'inspection en cas de dépassement des VLE.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 3 : Suite de l'incident du 08 mai 2025

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, articles 2.5.1 et 2.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des accidents et incidents</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 2.5.1 : Déclaration En application de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Art 2.5.2 : Rapport d'incident Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Ce rapport précise notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les installations impliquées et/ou touchées, • les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, • les effets sur les personnes et l'environnement, • les mesures préventives, correctives et curatives prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme, • les délais de mise en œuvre des solutions proposées. <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Si des investigations nécessitent un délai supérieur, l'exploitant transmet dans le délai imparti un rapport intermédiaire précisant les éléments en sa possession et les démarches engagées et sollicite à cette fin un nouveau délai.</p>
<p>Précédentes demandes à l'exploitant du 13/05/2025 :</p> <p>=> L'exploitant fait un retour à l'inspection après un nouveau débriefing avec le personnel présent le jour de l'incident sur les actions correctives à mener (par exemple déporter la commande de la ventilation en supervision plutôt que dans le local technique, réaliser un exercice avec les pompiers).</p> <p>=> la fiche de notification d'incident doit être complétée et transmise à l'inspection au fur et à mesure de son évolution.</p> <p>Constats :</p>

La dernière mise à jour de la fiche incident a été transmise à l'inspection le 21/07/2025.

L'exploitant indique à l'inspection que suite à l'incident, il a été mis en place des causeries réactives suite aux incidents.

Objectif RH interne : dix causeries par an sur différents sujets et chaque employé doit participer à au moins trois causeries par an.

Une reprogrammation de la commande de la ventilation de tirage du four a été réalisée afin de permettre son report en salle de supervision. Un test sera réalisé lors de l'arrêt technique de la ligne 1 en mai 2026 et s'il est fonctionnel, il sera également mis en place sur la ligne 2 (par reprogrammation également).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suite de l'incident du 14 mai 2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, articles 2.5.1 et 2.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des accidents et incidents

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

Prescription contrôlée :

Art 2.5.1 : Déclaration

En application de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Art 2.5.2 : Rapport d'incident

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Ce rapport précise notamment :

- les installations impliquées et/ou touchées,
- les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident,
- les effets sur les personnes et l'environnement,
- les mesures préventives, correctives et curatives prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme,
- les délais de mise en œuvre des solutions proposées.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Si des investigations nécessitent un délai supérieur, l'exploitant transmet dans le délai imparti un rapport intermédiaire précisant les éléments en sa possession et les démarches engagées et sollicite à cette fin un nouveau délai.

Précédentes demandes à l'exploitant du 22/05/25 :

=> L'exploitant fera un retour à l'inspection après débriefing avec le personnel présent le jour de

l'incident pour apporter toute nouvelle précision utile sur l'événement, ses causes et les actions correctives à mener.

=> L'exploitant doit prévoir une audition avec le personnel présent lors d'un accident ou un incident au plus tôt dès la fin de l'intervention.

=> Les fiches procédures doivent être modifiées pour intégrer le numéro de téléphone portable du directeur du site et le personnel doit être sensibilisé sur la chaîne d'alerte à respecter.

=> la fiche de notification d'incident doit être complétée et transmise à l'inspection au fur et à mesure de son évolution.

Constats :

La dernière mise à jour de la fiche incident a été transmise à l'inspection le 21/07/2025.

Une « causerie » a été menée le 12/06/25 avec le personnel de quart pour débriefer sur les incidents de mai et rappeler la procédure « incendie dans la fosse », mise à jour le 12/06/25.

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 21/07/2025 la note interne rappelant les personnes à prévenir en cas d'incident ainsi que les procédures « incendie dans la fosse », « accueil des secours » et « consignes générales en cas d'incendie ».

Sur cette dernière fiche, datée du 31/10/2023, le numéro de la direction doit être ajouté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> La fiche procédure « consignes générales en cas d'incendie » doit être complétée avec le numéro de téléphone portable du directeur du site et le personnel doit être sensibilisé sur la chaîne d'alerte à respecter. Cette fiche mise à jour est transmise à l'inspection dans un délai de 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 7.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, bien repérés et facilement accessibles.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Précédentes demandes à l'exploitant du 22/05/25 :

=> L'exploitant doit rédiger une procédure interne concernant le test des deux canons à eau de la fosse. Si l'essai est réalisé sans adjonction du produit mouillant, la fiche devra préciser la manipulation de fermeture et ouverture de la vanne concernée pour éviter toute erreur de manipulation.

=> L'exploitant transmet à l'inspection l'ensemble des rapports d'entretien de TYCO sur les trois dernières années (depuis janvier 2022 jusqu'au jour de l'inspection).

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 21/07/2025 la fiche procédure « essais des canons incendie » datée du 09/07/24.

Elle n'a pas été mise à jour avec la manipulation de fermeture et ouverture de la vanne d'adjonction du produit mouillant comme demandé en inspection du 22/05/25.

L'exploitant présente à l'inspection le suivi informatique des essais trimestriels sur les canons de fosse. Les derniers essais ont été réalisés les 22/08/25 et 26/11/25.

Les rapports d'entretien des équipements par la société TYCO ont été transmis à l'inspection depuis janvier 2022 par courriel du 21/07/25.
Ces rapports sont difficilement lisibles, les informations importantes n'étant pas mises en avant.
L'exploitant a demandé au prestataire d'améliorer la rédaction de ses rapports.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant transmet à l'inspection la fiche procédure « essais des canons incendie » mise à jour avec la manipulation de fermeture et ouverture de la vanne d'adjonction du produit mouillant dans un délai de 15 jours maximum.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Dispositifs de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2021, article 3.11

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre l'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

Prescription contrôlée :

Dispositifs de lutte contre l'incendie

La défense contre l'incendie sur le site est assurée entre autres par :

- deux poteaux interne (et deux poteaux externe) d'incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau;
- des systèmes de détection mentionnés à l'article 7.5.5.2 de l'arrêté du 24 juillet 2015. ;
- un réseau de robinets d'incendie armés (RIA), disposés de manière à couvrir toute zone présentant des risques d'incendie ;
- un canon à eau au niveau de la fosse à déchets qui peut être piloté depuis la salle de contrôle et additivé de produit mouillant. Ce canon est alimenté par une pomperie incendie secourue par le groupe électrogène qui permet de fournir un débit de 120 m³/h à une pression de 13 bars ;
- des vannes de déluges au niveau des trémies d'alimentation des fours ;
- un dispositif d'extinction au niveau de la caisse à huile et des paliers de la turbine du GTA ;
- deux bassins de rétention des eaux et écoulements mentionné à l'article 3.11 du présent arrêté ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de déchets et de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement ;
- des réserves de produits mouillant et de produits absorbant.

Précédentes demandes à l'exploitant du 22/05/25 :

=> L'exploitant transmet à l'inspection par voie électronique le fichier vidéo montrant l'utilisation du RIA de la plateforme supérieure, si le format du fichier le permet.

=> L'exploitant remplace la fiche de données de sécurité (FDS) du produit mouillant par une fiche dont la mise à jour date de 5 ans maximum. La durée de vie du produit devra également être vérifiée et respectée. Le cas échéant, le produit devra être remplacé.

Constats :

L'exploitant a transmis la vidéo de l'utilisation du RIA de l'installation lors de l'incident du 14 mai 2025 en format numérique à l'inspection par courriel du 21/07/2025.

Une mise à jour de la fiche de données de sécurité du produit mouillant, datée du 15/06/23, a été transmise à l'inspection le 21/07/25.

Aucune information n'est mentionnée sur la durée de vie du produit.

Un prélèvement du produit mouillant a été réalisé après l'été par TYCO afin de vérifier s'il est toujours efficace. Le rapport n'a pas encore été envoyé par le prestataire. L'exploitant doit le relancer.

Le rapport de l'assurance daté du 07/07/23 ainsi que le cahier des charges des travaux à réaliser selon les principales recommandations de l'assurance ont été transmis à l'inspection le 12/09/25.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant s'assure de l'efficacité du produit mouillant présent sur l'installation à réception du rapport de TYCO. Le cas échéant, le produit devra être remplacé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, articles 7.3.3 et 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Article 7.3.3 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables par des personnes compétentes.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. La mise à la terre est le cas échéant distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Les appareils d'éclairage et les gainages électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation. Ils sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation de flammes et contre l'action des produits présents dans l'installation et les matériaux utilisés ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Ils sont éloignés des matières entreposées susceptibles de générer des risques d'incendie pour éviter leur échauffement.

Des interrupteurs centraux permettant de couper l'alimentation électrique sont judicieusement positionnés et bien signalés.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique du site est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent. Celui-ci mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. L'exploitant conserve en particulier une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises suite à la vérification des installations.

Article 7.3.4 : CAS DES ZONES À RISQUE D'ATMOSPHÈRE EXPLOSIBLE (ATEX)

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, l'ensemble des installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques est conforme aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Les installations électriques doivent répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 dans ces zones.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations qui prend en compte ce zonage lors de la vérification et le mentionne explicitement dans son rapport.

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection le dernier rapport de contrôle des installations électriques daté du 19/12/2024. Une thermographie (Q19) a également été réalisée.

Le document a été annulé et remplacé par un nouveau rapport du 17/01/2025 complété le

<p>05/02/2025, avec la thermographie.</p> <p>De nombreuses préconisations sont présentes dans ces rapports. Certaines pourraient clairement être qualifiées de non-conformités plutôt que de préconisations (câbles dénudés par exemple).</p> <p>Le suivi par l'exploitant des travaux correctifs est simplement mentionné sur une version papier du rapport avec la date de réalisation. L'action n'est enregistrée dans l'outil GMAO que lors de sa clôture.</p> <p>Compte tenu du nombre de préconisations, l'exploitant pourrait utilement mettre en place un outil de suivi informatisé, permettant la priorisation des actions par le responsable maintenance. L'antériorité de la préconisation ainsi que la date de réalisation de l'action corrective seraient également mentionnées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> L'exploitant transmet à l'inspection les rapports de vérification des installations électriques des 17/01/25 et 05/02/25 dans un délai d'un mois maximum.</p> <p>=> L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de la prochaine campagne de vérification des installations électriques dès réception. Si ce rapport met à nouveau en évidence des recommandations récurrentes jugées importantes, l'inspection se verra dans l'obligation de proposer un arrêté de mise en demeure à Monsieur le Préfet.</p> <p>=> L'exploitant met en place un tableau de suivi des actions correctives avec ordre de priorité dans un délai d'un mois maximum.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Modification des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2015, article 1.6.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions prévues par l'article R.512-33 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 21/07/2025 le cahier des charges des travaux relatifs aux équipements de sécurité incendie du site préconisés dans le dernier rapport d'assurance de l'installation.</p> <p>Il est précisé que l'ensemble des préconisations de l'assurance ne feront pas l'objet de travaux, seules les plus importantes ont été retenues. Les autres feront l'objet de travaux ultérieurs.</p>

<p>L'inspection a demandé à l'exploitant en octobre 2025 que ces modifications fassent l'objet d'un dossier de porter à connaissance.</p> <p>L'exploitant indique que le dossier devrait être déposé à la préfecture avant la fin du mois de décembre 2025.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de cibler dans son dossier les articles de son arrêté préfectoral concernés par les modifications envisagées.</p> <p>L'exploitant précise que le permis de construire est prêt à être déposé.</p> <p>L'exploitant indique que les travaux se dérouleront sur huit mois en 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> L'exploitant adresse à la préfecture un dossier de porter à connaissance concernant les futures modifications de ses installations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

N° 9 : Plan de gestion du bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion du bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.1. Système de management environnemental</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant :</p> <p>[...]</p> <p>Point 28 :</p> <p>Un plan de gestion du bruit lorsqu'une nuisance sonore est probable ou a été constatée dans des zones résidentielles ou dans des zones où se déroulent des activités humaines (par exemple, les lieux de travail, écoles, garderies, zones de loisirs, hôpitaux ou maisons de repos situés à proximité)</p>
<p>Constats :</p> <p>Une plainte d'un riverain du site a été reçue en préfecture en juillet 2025 concernant les émissions sonores de l'installation.</p> <p>Suite à cette plainte, l'inspection a demandé à l'exploitant fin juillet 2025 de réaliser des mesures de bruit de jour et de nuit afin de pouvoir identifier l'impact sonore du site ICPE situé entre le plaignant et l'UVE.</p> <p>À noter qu'une mesure de bruit a également été demandée par l'inspection à l'ICPE voisine (Horizon Composites).</p> <p>Les mesures ont été réalisées à partir du 20/08/2025.</p> <p>Le rapport conclut que l'ensemble des résultats de mesures de bruit et d'émergence sont conformes à la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>